DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973



GUY MARTINEAU

Ancien Interne des Hôpitaux de Tours
Pharmacien de la Faculté de Paris
Conseiller municipal de Saint-Aignan-sur-Cher

CANDIDAT DU MOUVEMENT RÉFORMATEUR

Electrices, Electeurs,

Vous ne voulez pas revoir les crises gouvernementales d'autrefois.

Comme vous je refuse le retour au passé. La stabilité est certes la condition de l'efficacité mais elle ne suffit pas pour rendre un pays heureux.

Il est aisément compréhensible qu'on puisse être mécontent de la politique actuelle. Deux attitudes sont dès lors illogiques : s'y cramponner ou basculer dans l'aventure.

Ce que je reproche à la majorité actuelle

- **son incapacité** à maîtriser la hausse des prix qui ronge le pouvoir d'achat ;
- **l'injustice flagrante** qu'elle entretient entre les Français. (Inégalités des chances de réussite, inégalités devant l'impôt, inégalités devant la vieillesse) ;
- **les scandales** qu'elle permet et qui reflètent la déviation d'un régime laissant se développer dans ses propres rangs un affairisme sans limite ;
- **une centralisation bureaucratique** parisienne absurde qui empêche les régions de progresser en assumant elles-mêmes la gestion de leurs propres affaires ;
- **son attitude autoritaire** que renforce encore la mainmise sur l'O.R.T.F. ;
- **son gaspillage de l'argent public** : une partie de notre budget **c'est-à-dire des impôts que vous payez** est dépensée dans d'inutiles opérations de prestige, en subventions à l'étranger et en dépenses militaires excessives. L'aide aux pays pauvres est sans doute généreuse mais le développement de nos régions défavorisées n'est pas non plus dépourvu d'intérêt. En tout cas il conviendrait de réserver outre-mer cette aide aux peuples et non à leurs gouvernants plus ou moins tyranniques.

Pendant ce temps des problèmes essentiels tels que ceux du logement ou des équipements collectifs ont à peine progressé.

Ce que je reproche à la coalition socialo-communiste

- de vouloir livrer le pays à l'autoritarisme bureaucratique aggravé de l'état, maître de tous les pouvoirs ;
- de vouloir substituer à un régime autoritaire un autre régime plus autoritaire encore ;
- de vouloir collectiviser l'économie. Le dirigisme étatique supprime toujours l'initiative individuelle des producteurs.

T. S. V. P.

Pour ma part, j'estime inacceptable de laisser étouffer les petites et moyennes entreprises. Attaché à toutes les libertés, convaincu que seule une économie de concurrence peut garantir l'accroissement du niveau de vie et le progrès social, je refuse l'étatisation de l'économie française.

Ce que je propose

Candidat du juste milieu, je représente dans la circonscription la possibilité d'apporter les changements profonds que vous attendez, **dans l'ordre.**

Mon programme est celui du Mouvement Réformateur. C'est le seul qui soit réalisable car c'est le seul qui soit chiffré, avec honnêteté et sans démagogie.

PAS D'IMPOTS NOUVEAUX

Uniquement des transferts à l'intérieur du budget.

Ce budget est de l'ordre de 200 milliards de nouveaux Francs.

Une nouvelle affectation sera donnée à 10 % de la masse budgétaire soit 20 milliards.

- 10 milliards serviront, à doubler l'allocation vieillesse et à revaloriser les retraites ;
- 6 milliards (20 % de plus tous les ans) à développer les équipements collectifs, santé, logement, formation, communications et surtout éducation qui sont la clé de la prospérité française en même temps que la seule chance véritable de progrès pour tous.

Pour l'avenir de vos enfants je demande le développement de l'enseignement agricole et technique, la gratuité complète jusqu'à la fin de la scolarité, la généralisation des transports scolaires qui ne devront plus être à la charge des familles et la création massive de classes maternelles.

- 4 milliards serviront à améliorer les problèmes de l'emploi et les problèmes sociaux.

En contrepartie 20 milliards d'économies seront réalisées sur les dépenses improductives, de prestige et sur les subventions d'état inutiles.

De plus, également par transfert, mais cette fois de l'Etat vers les régions, les ressources de celles-ci et des collectivités locales seront doublées, car seul le pouvoir régional et non la bureaucratie parisienne peut prendre des décisions conformes à l'intérêt des Français là où ils vivent.

Enfin la réglementation de la concurrence inégale et sauvage cessera de faire des petits commerçants et des artisans les sacrifiés du monde moderne ; l'agriculture en s'appuyant sur des structures d'entreprises à caractère familial devra assurer à ceux qui s'y consacrent la sécurité personnelle et professionnelle ainsi qu'un niveau de vie décent et la fonction publique qui traverse actuellement un malaise sérieux verra garantir ses conditions d'exercice et réparer des injustices sectorielles irritantes.

Sans doute est-il toujours facile de proposer lorsque l'on n'est pas au pouvoir. Mais il s'agit là de mesures réalistes qui reposent sur une analyse rigoureuse et chiffrée du budget national c'est-à-dire sur une meilleure répartition des revenus de l'Etat.

Pour le bien de tous les Français.

Pour une expansion régionale vivante offrant aux jeunes les emplois nécessaires, aidez-moi à ouvrir dans notre circonscription les voies de l'avenir.



Remplaçant éventuel :

Henri HATTE

Agriculteur exploitant

Conseiller municipal de Souvigny-en-Sologne

GUY MARTINEAU

Ancien Interne des Hôpitaux de Tours

Pharmacien de la Faculté de Paris

Conseiller municipal de Saint-Aignan-sur-Cher

CANDIDAT DU MOUVEMENT RÉFORMATEUR

IMP. R. MARCHAND, ST-AIGNAN - 2-1973